

Souveraineté alimentaire: tirons tous à la même corde tissée par La Via

Campesina

En ce début de nouvelle législature, la souveraineté alimentaire est au cœur de nombreux débats en Suisse. Nous proposons qu'il n'y ait pas deux campagnes différentes, celle de l'Union suisse des paysans et celle d'un collectif d'organisations emmené par Uniterre, membre de la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC).

Depuis deux ou trois ans, le terme de souveraineté alimentaire est devenu très à la mode en Suisse comme sur le plan international mais il n'est pas toujours compris ou interprété correctement par les acteurs qui l'emploient. 19 organisations participant à la plateforme suisse pour la souveraineté alimentaire se sont récemment mises d'accord sur les aspects minimaux à reconnaître lorsque le concept de souveraineté alimentaire est évoqué dans les débats publics et politiques en Suisse (voir notre communiqué du 2 décembre).

Pourquoi l'Union suisse des paysans prend-elle une autre direction ?

L'USP a refusé de co-signer les critères minimaux et vient de démissionner de la plateforme nationale. Rappelons aussi que leurs représentants politiques n'ont pas signé le pacte d'Uniterre pour une agriculture citoyenne basée sur la souveraineté alimentaire.

Uniterre regrette une division d'un travail collectif et participatif et dénonce la création d'une autre définition de la souveraineté alimentaire pour la Suisse. Dans un communiqué de presse d'AGIR du 16 décembre, l'USP résume la souveraineté alimentaire en ces quatre points, en déclarant pourtant se baser sur la définition de la Via Campesina:

- Maintenir un taux d'auto-provisionnement stable;
- Conserver les ressources nécessaires pour garantir ce taux d'auto-provisionnement;
- Optimiser le fonctionnement de la filière agro-alimentaire;
- Encourager la consommation de denrées alimentaires indigènes produites de manière durable.

Qu'apportent ces quatre points? Surtout des questions et des inquiétudes car il n'est nulle part mentionné par qui et comment seront produites ces denrées alimentaires, quelles denrées, à quel prix et pour quels marchés? En effet, l'USP ne remet pas en question les règles actuelles du commerce international (accords OMC de la Suisse) ni les subventions à l'exportation, ne souhaite pas plus d'actifs dans l'agriculture -elle revendique même qu'il en faut toujours moins- et elle revendique une industrie et une agriculture productive (sans parler de prix -encore moins de prix équitables- ni de gestion des quantités). Elle n'est pas totalement contre l'usage d'OGM, surtout si les filières arrivaient à être bien distinctes et si les consommateurs les acceptaient. De plus, l'USP est fermement opposée au lancement d'une initiative populaire sur la souveraineté alimentaire, qui pourtant mettrait en œuvre un élément au cœur de la définition de la souveraineté alimentaire: l'implication de la population dans les choix de politique agricole et alimentaire!

Dans son document de référence sur la souveraineté alimentaire dans la Politique Agricole 2014-17, l'USP détermine elle-même l'objectif de la souveraineté alimentaire «pour les pays en voie de développement», le réduisant à l'accès à une alimentation en quantité et qualité suffisante pour un prix abordable et à l'accès à la terre. Les pays du Sud devraient-ils accepter l'entrée massive des OGM sous pression des entreprises multinationales, accepter l'effet de dumping des politiques

agricoles d'Europe, de Suisse et d'Amérique du Nord sur leurs systèmes alimentaires, accepter des conditions de travail et de rémunération précaires, accepter la privatisation de leurs ressources en eau, accepter des programmes de recherches qui ne prennent pas en compte l'intérêt de leurs familles paysannes nourricières? Les droits des paysans et des consommateurs sont-ils différents au Nord et au Sud?

Uniterre et ECVC dénoncent la langue de bois

La souveraineté alimentaire est la même pour tous, au Nord comme au Sud, avec toutes ses composantes indissociables. Car il s'agit bien de prendre en compte l'ensemble des facteurs économiques, environnementaux, sociaux et culturels pour garantir à long terme un système agricole et alimentaire durable, de la semence à l'assiette. La responsabilité internationale est également une composante-clé de la souveraineté alimentaire sur laquelle on ne peut transiger. Ainsi le renoncement à toute forme de subvention à l'exportation, le droit de protection contre les importations à bas prix ainsi que la subordination des accords commerciaux internationaux aux droits humains, notamment au droit à l'alimentation font partie intégrante de la souveraineté alimentaire.

La Coordination Européenne Via Campesina - dont les deux membres suisses sont Uniterre et l'Autre Syndicat- ne peut accepter qu'une organisation de défense professionnelle agricole telle l'USP fasse la promotion de la souveraineté alimentaire avec ce contenu. L'USP est partenaire des organisations internationales COPA-COGECA et World Farmer Organization, organisations qui servent les intérêts des industries agro-alimentaires et ne reconnaît pas, pire qui vont à l'encontre des principes de la souveraineté alimentaire. Ces organisations s'approprient avec doigté le langage du mouvement paysan en utilisant abondamment les termes de durabilité et de souveraineté alimentaire, tout en militant pour un «productivisme vert» mais en omettant bien de dire pour quel marché et à quel prix elles le destinent?

ECVC et Uniterre proposent que l'USP se distancie de ces organisations et se rallie au contenu de la souveraineté alimentaire validé par la plateforme nationale. Ainsi l'USP n'utiliserait pas Via Campesina pour galvauder le terme de la souveraineté. Au cas contraire, l'USP devrait trouver un autre terme à sa campagne.

Donnons le courage à l'USP de dénoncer la «Green Economy», dont un des éléments est l'augmentation de la productivité soit disant durable pour satisfaire les besoins du marché global, et de venir avec nous faire une réelle promotion de la souveraineté alimentaire. C'est la seule solution pour revendiquer un revenu juste pour les familles paysannes.

Uniterre et ECVC

Contacts presse :

Anne Gueye Girardet, secrétaire Uniterre (F), a.gueye@uniterre.ch, 079 750 80 77

Pierre-André Tombez, Président Uniterre, h.e.p@bluewin.ch, 079 634 54 87 (f)

Ulrike Minkner, Vice-présidente Uniterre (D): ferme.lasouriche@sunrise.ch, 032 941 29 34

Marzia Rezzin, ECVC team (IT-FR-EN) marzia.rezzin@eurovia.org, + 32 473 300 156

Gérard Choplin, ECVC team (FR-EN-DE) gerard.choplin@eurovia.org +32 473257378